



**MINISTÈRE  
DES ARMÉES  
ET DES ANCIENS  
COMBATTANTS**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

Sous-direction de la préfiguration  
de l'agence ministérielle de gestion

Bureau des achats de prestations intellectuelles

**Secrétariat général  
pour l'administration**

**CAHIER DES CLAUSES TECHNIQUES PARTICULIERES COMMUN  
(CCTPC) N° 2025\_000533\_SGA\_SDPAMG\_BPI**

pour

l'accord-cadre relatif aux audits internes de type ISO au profit des  
organismes de la Direction Générale de l'Armement, états-majors,  
directions et services du ministère des Armées soutenues par le  
Secrétariat Général pour l'Administration

- LOT 1** : Diagnostics, audits, accompagnement pour les normes ISO autres que l'ISO 17025
- LOT 2** : Diagnostics, audits, accompagnement pour les normes ISO autres que l'ISO 17025 avec habilitation « secret »
- LOT 3** : Audits pour la norme ISO 17025
- LOT 4** : Audits pour la norme ISO 17025 avec habilitation « secret »

*Nota : Les intitulés « ministère des Armées », « ministère des Armées et des anciens combattants »,  
ou « MINARM » sont utilisés indifféremment*

# SOMMAIRE

<b>GLOSSAIRE .....</b>	<b>3</b>
DOCUMENTS DE REFERENCE .....	4
DOCUMENTS APPLICABLES .....	4
<b>1. CONTEXTE ET ENJEUX .....</b>	<b>5</b>
1.1 PRESENTATION DES ENTITES ET LEUR CONTEXTE .....	5
1.2 POSITIONNEMENT DU MINARM EN MATIERE DE DEMARCHE QUALITE – REFERENTIEL NORMATIF ISO 9001 .....	6
1.3 POSITIONNEMENT DU MINARM EN MATIERE D'ENVIRONNEMENT – REFERENTIEL NORMATIF ISO 14001 .....	6
1.4 POSITIONNEMENT DU MINARM EN MATIERE DE SANTE ET SECURITE AU TRAVAIL – REFERENTIEL NORMATIF ISO 45001 .....	7
1.5 POSITIONNEMENT DU MINARM EN MATIERE DE SECURITE DES SYSTEMES D'INFORMATION – REFERENTIEL NORMATIF ISO 27001 .....	7
1.6 POSITIONNEMENT DU MINARM EN MATIERE D'ACCREDITATION – REFERENTIEL NORMATIF ISO 17025 .....	7
1.7 POSITIONNEMENT DU MINARM EN MATIERE D'AUTRES REFERENTIELS NORMATIFS DE CERTIFICATION.....	7
<b>2. OBJET ET PERIMETRE DE L'ACCORD-CADRE .....</b>	<b>7</b>
2.1 L'ACCORD-CADRE .....	7
2.2 PERIMETRE DES PRESTATIONS .....	8
2.3 OBLIGATION DE RESULTAT.....	8
<b>3. PILOTAGE ET SUIVI D'EXECUTION DE L'ACCORD-CADRE (POUR TOUS LES LOTS).....</b>	<b>8</b>
<b>4. EXPRESSION TECHNIQUE DU BESOIN.....</b>	<b>9</b>
4.1 PRESTATION A : REALISATION DE DIAGNOSTICS (LOT 1 ET LOT 2) .....	9
4.2 PRESTATION B : ACCOMPAGNEMENT, AIDE A LA CONCEPTION ET A LA CONSTRUCTION DU SYSTEME DE MANAGEMENT DE LA QUALITE (SMQ) (LOT 1 ET LOT 2) .....	10
4.3 PRESTATION C : REALISATION D'AUDITS (HORS AUDITS DE CERTIFICATION ET D'ACCREDITATION) (POUR TOUS LES LOTS) .....	11
<b>5 PROFILS DES INTERVENANTS POUR TOUS LES LOTS .....</b>	<b>13</b>
5.1 CONSULTANT JUNIOR .....	13
5.2 CONSULTANT SENIOR .....	13
5.3 CHEF DE PROJET / MANAGER.....	13
5.4 DIRECTEUR DE MISSION / SENIOR MANAGER .....	13
5.5 EXPERT .....	13
5.6 AUDITEUR.....	13
5.7 AUDITEUR TECHNIQUE.....	14
5.8 SPECIFICITE POUR LES LOTS 2 ET 4 : .....	14
<b>6 EXIGENCES DE MANAGEMENT ET D'ASSURANCE QUALITE.....</b>	<b>14</b>
6.1 REUNIONS .....	14
6.2 TRANSFERT DE RESPONSABILITE.....	15
<b>A1- DOCUMENTS DE REFERENCE, DOCUMENTS APPLICABLES .....</b>	<b>16</b>
DOCUMENTS DE REFERENCE .....	16
<b>A2- PERIMETRE GEOGRAPHIQUE .....</b>	<b>16</b>
<b>A3- EXIGENCES DE REALISATIONS DES AUDITS.....</b>	<b>22</b>
<b>A4- EXIGENCES CONCERNANT LES AUDITEURS.....</b>	<b>23</b>
<b>A5- PREPARATION, REDACTION, EVALUATION (LIVRABLES).....</b>	<b>23</b>

## GLOSSAIRE

AEP	Allied Engineering Publications
AQF	Assurance Qualité des Fournitures
BOP	Budget Opérationnel de Programme
CEMA	Chef d'Etat-Major des Armées
CDE	Commandement De l'Espace
COPIL	COmité de PILotage
EMA	Etat-Major des Armées
IPE	Inspection de l'armement pour les Poudres et Explosifs
IRCA	International Register of Certified Auditors
MINARM	MINistère des ARMées et des anciens combattants
PMAQ	Plan de Management et d'Assurance Qualité
PMMS	Programme Ministériel de Modernisation et de Simplification
RBOP	Responsable de Budget Opérationnel de Programme
RPROG	Responsable de Programme
RSE	Responsabilité Sociétale des Entreprises
SCA	Service du Commissariat des Armées
SDPAMG	Sous-Direction de la Préfiguration de l'Agence Ministérielle de Gestion
SE	Service Exécutant
SGA	Secrétariat Général pour l'Administration
SIMu	Service Interarmées des Munitions
SMQ	Système de Management de la Qualité
STANAG	STANdardization AGreement

## Documents de référence

Les documents de référence spécifiques aux entités du MINARM sont précisés en annexe.

## Documents applicables

Les documents suivants sont supposés être connus et maîtrisés par le titulaire.

Pour les [lots 1 et 2](#), il s'agit de :

- [A1] Norme ISO 9001 version en vigueur.
- [A2] Norme ISO 14001 version en vigueur.
- [A3] Norme ISO 45001 version en vigueur.
- [A4] Norme ISO 27001 version en vigueur.
- [A5] Norme ISO 19011 version en vigueur.
- [A6] Norme ISO 20000 version en vigueur.
- [A7] Norme ISO 22000 version en vigueur.
- [A8] Norme ISO 13485 version en vigueur.
- [A9] Norme ISO 50001 version en vigueur.

Pour les [lots 3 et 4](#), il s'agit à minima de :

- [A10] Norme NF EN ISO/CEI 17025 version en vigueur, complétée par COFRAC LAB REF 02 (au dernier indice en vigueur), LAB INF 99 (au dernier indice en vigueur), LAB REF 08 (au dernier indice en vigueur), GEN REF 11 (au dernier indice en vigueur) et GEN REF 10 (au dernier indice en vigueur).

Pour les [lots 2 et 4](#), il s'agit de :

- [A11] Instruction générale interministérielle n° 1300 sur la protection du secret de la défense nationale (arrêté du 13/11/2020 portant approbation de ladite instruction entrant en vigueur le 01/07/2021) ;
- [A12] Instruction ministérielle n° 900 sur la protection de l'information et des données (arrêté du 27/08/2025 portant approbation de ladite instruction entrant en vigueur le 01/11/2025).

*Il appartient au titulaire d'obtenir l'accord de l'équipe prescriptrice pour utiliser des normes dont l'indice est supérieur à celui cité dans l'accord-cadre sans que cela n'ait d'impact financier pour l'administration.*

# 1. CONTEXTE ET ENJEUX

Ces dernières années, le ministère des Armées et des anciens combattants a mis en œuvre une profonde transformation de l'outil de défense. La professionnalisation des armées et la suspension du service national ont nécessité la mise en place d'une organisation dont l'adaptation se poursuit pour répondre aux évolutions d'un contexte géopolitique de plus en plus complexe.

## 1.1 Présentation des entités et leur contexte

Dans la suite du document, le terme « entité » désigne indifféremment l'un des organismes présentés ci-après.

### 1.1.1 Les Armées

#### Contexte

Les changements mis en œuvre à ce jour dans les armées, au sein de l'Etat-Major des Armées (EMA) et dans les organismes interarmées constituent un enjeu stratégique : il s'agit d'adapter les armées françaises aux nouvelles menaces, dans un environnement mondial qui évolue constamment et toujours très rapidement.

Pour garantir la pleine capacité opérationnelle de l'outil de défense à l'horizon 2030, il est nécessaire d'agir en profondeur sur trois aspects : le format, le fonctionnement et les modes d'organisation des armées. Professionnalisation, interarmisation et mutualisation constituent trois piliers de cette démarche avec, pour principal objectif, l'efficacité opérationnelle.

Le but de la transformation des armées est de disposer d'un outil militaire adapté aux ambitions de la France d'ici 2030. Elle s'effectue selon trois axes :

- l'adaptation capacitaire ;
- la réorganisation du commandement ;
- la densification des implantations.

Conduite dans le cadre du décret n°2009-869<sup>1</sup> qui marque un renforcement du rôle du Chef d'Etat-Major des Armées (CEMA) dans le domaine interarmées, cette transformation signe également la naissance de nouveaux organismes interarmées. Parmi eux, figurent le Service du Commissariat des Armées (SCA), le Service Interarmées des Munitions (SIMu), le Commandement De l'Espace (CDE), ou encore les bases de défense dédiées au soutien général et aux fonctions administratives, afin d'optimiser leur emploi.

La certification à l'EMA concerne essentiellement ses services techniques. Dans ce cadre, les activités de service et de maintenance font l'objet de certifications ISO 9001 de façon individuelle c'est-à-dire par service technique.

### 1.1.2 La Direction Générale de l'Armement (DGA)

La DGA s'est engagée depuis 2003 dans une démarche d'amélioration continue qui s'est traduite par :

- la certification ISO 9001 unique globale obtenue le 18 octobre 2006 et ses renouvellements ;
- les certifications locales ISO 14001 et/ou OHSAS 18001, puis ISO 45001 des centres d'expertises et d'essais de la DGA et leurs renouvellements ;
- les accréditations ISO 17025 de laboratoires d'essais et d'étalonnages de la DGA et leurs renouvellements.

Cette démarche permet à la DGA de s'adapter aux évolutions de son environnement ; ses certifications font partie intégrante des exigences de ses clients.

#### Principes

Les certifications de la DGA sont de plusieurs niveaux.

---

<sup>1</sup> Décret n° 2009-869 du 15 juillet 2009 relatif aux attributions du Ministre de la Défense, du chef d'état-major des armées et des chefs d'état-major de l'armée de terre, de la marine et de l'armée de l'air.

Sur la base du référentiel ISO 9001, la DGA a acquis une certification globale et unique dans laquelle s'intègrent tous les organismes qui la constituent. Cela a conduit à la disparition des certifications ISO 9001 locales des organismes.

Les certifications ISO 14001, ISO 27001, ISO 45001 et les accréditations ISO 17025 sont locales. Le cadre est défini par les organismes ou sites concernés.

Lorsque les calendriers de visite le permettent, les audits de certification associés à plusieurs référentiels sont combinés afin d'optimiser la prestation en termes de :

- réunion de lancement ;
- mobilisation des personnels audités ;
- évaluation de la cohérence d'ensemble des systèmes de management ;
- réunion de clôture.

Les entités de la DGA sont présentées en annexe 1 du présent document.

### 1.1.3 Le Secrétariat Général pour l'Administration (SGA)

#### Contexte

Une note d'orientation sur les démarches de management et de pilotage au sein du SGA mentionne un engagement réel des organismes du SGA dans le déploiement de diverses pratiques managériales : contrôle de gestion, contrôle interne, démarche qualité, ...

Certaines entités du SGA sont déjà certifiées alors que d'autres ont un projet de certification.

#### Principes

Les organismes du SGA établissent, selon leurs besoins, un système de management sur la base d'un ou plusieurs référentiels associés. Les certifications qui en résultent sont issues des seules décisions des organismes locaux. Ceci vaut pour tous les référentiels.

## **1.2 Positionnement du MINARM en matière de DEMARCHE QUALITE – Référentiel normatif ISO 9001**

Le ministère des Armées et des anciens combattants encourage toutes les démarches visant à l'amélioration des performances obtenues dans les activités. La démarche qualité, basée sur la construction de systèmes de management, est adoptée au sein du ministère où chacun des organismes d'administration centrale et des services déconcentrés structure ses activités en processus en tant que de besoin.

## **1.3 Positionnement du MINARM en matière d'Environnement – Référentiel normatif ISO 14001**

Outre le respect de la loi constitutionnelle n°2005-205 du 1<sup>er</sup> mars 2005 relative à la Charte de l'environnement, le ministère des Armées et des anciens combattants a une responsabilité particulière dans le domaine de l'environnement. Il occupe en effet des espaces naturels importants, possède le premier parc immobilier de l'État, exploite des installations classées pour la protection de l'environnement, définit, met en œuvre et gère la fin de vie des systèmes d'armes.

A la suite du Grenelle de l'environnement, le ministère s'est doté, le 21 décembre 2007, d'un plan d'action environnement interarmées couvrant tous les sujets environnementaux. Ce plan d'action a été actualisé le 9 décembre 2009 et le 9 août 2011.

Le 5 septembre 2019, la ministre des Armées a détaillé dans un discours la feuille de route du ministère pour construire une « défense durable », déclinée en 4 axes : prévention des risques environnementaux, maîtrise de l'énergie et de l'empreinte carbone, développement des énergies renouvelables, engagement à préserver la biodiversité.

Lors du Congrès mondial de la nature, qui s'est déroulé du 3 au 11 septembre 2021 à Marseille, la ministre française des Armées, Florence Parly, a qualifié la préservation de la biodiversité « d'essentielle » pour son ministère.

La Stratégie Nationale Biodiversité 2030 (SNB) traduit l'engagement de la France au titre de la convention sur la diversité biologique. Elle concerne les années 2022 à 2030 et succède à deux

premières stratégies qui ont couvert respectivement les périodes 2004-2010 et 2011-2020. Elle a pour objectif de réduire les pressions sur la biodiversité, de protéger et restaurer les écosystèmes et de susciter des changements en profondeur afin d'inverser la trajectoire du déclin de la biodiversité.

#### **1.4 Positionnement du MINARM en matière de santé et sécurité au travail – Référentiel normatif ISO 45001**

Le ministère respecte les exigences réglementaires en ce domaine (et notamment le décret n° 2012-422 du 29 mars 2012 relatif à la santé et à la sécurité au travail au ministère de la défense). Les certifications basées sur le référentiel ISO 45001 sont issues des décisions d'organismes locaux.

D'autre part, le ministère met en place des organisations et modalités destinées à prendre en charge les problématiques liées à la santé au travail. Le ministère applique le Plan Santé au travail.

#### **1.5 Positionnement du MINARM en matière de sécurité des systèmes d'information – Référentiel normatif ISO 27001**

Certains organismes du ministère sont, de par leur métier, potentiellement sujets à la certification de la sécurité de leurs systèmes d'information (ISO 27001).

#### **1.6 Positionnement du MINARM en matière d'accréditation – Référentiel normatif ISO 17025**

Le ministère des Armées et des anciens combattants dispose de laboratoires d'essais et d'étalonnages, travaillant au profit du système de défense (ex. biologique et chimique). Ces laboratoires, réputés référents dans leurs domaines, sont accrédités selon la norme ISO 17025. Tous les laboratoires d'essai et d'étalonnage de la DGA ne sont pas accrédités, certains laboratoires disposent de laboratoire pilote.

#### **1.7 Positionnement du MINARM en matière d'autres référentiels normatifs de certification**

Certains organismes du ministère sont, de par leur métier, potentiellement sujets à certification : technologies de l'information, système de management des services (ISO 20000), sécurité des denrées alimentaires (ISO 22000), dispositifs médicaux, systèmes de management de la qualité (ISO 13485), management de l'énergie (ISO 50001).

Les organismes concernés sont libres d'accéder à ce type de certification.

## **2. OBJET ET PERIMETRE DE L'ACCORD-CADRE**

### **2.1 L'accord-cadre**

Le présent accord-cadre est relatif aux audits interne de type ISO au profit des organismes de la Direction Générale de l'Armement, états-majors, directions et services du ministère des Armées soutenues par le SGA.

Le présent accord-cadre est alloti comme suit :

Lots	Intitulés	Prestations	Intitulés
1	Diagnostics, audits, accompagnement pour les normes ISO autres que l'ISO 17025	A	Réalisation de diagnostics
		B	Accompagnement, aide à la conception et à la construction du Système de Management de la Qualité (SMQ)
		C	Réalisation d'audits (hors audits de certification et d'accréditation)
2		A	Réalisation de diagnostics

	Diagnostics, audits, accompagnement pour les normes ISO autres que l'ISO 17025 avec habilitation « secret »	B	Accompagnement, aide à la conception et à la construction du système de management de la qualité (SMQ)
		C	Réalisation d'audits (hors audits de certification et d'accréditation)
3	Audits pour la norme ISO 17025	C	Réalisation d'audits de type ISO 17025 (hors audits d'accréditation)
4	Audits pour la norme ISO 17025 avec habilitation « secret »	C	Réalisation d'audits de type ISO 17025 (hors audits d'accréditation)

## 2.2 Périmètre des prestations

Les entités concernées par le présent accord-cadre sont l'ensemble des états-majors, directions, services, missions, entités organisationnelles appartenant au ministère des Armées et des anciens combattants.

## 2.3 Obligation de résultat.

Le titulaire est contraint à une obligation de résultat qui se traduit par le respect des délais définis dans les bons de commande, la livraison des livrables selon les éléments techniques définis dans le présent document de l'accord-cadre et précisés dans les bons de commande ainsi que par le respect des éléments fournis dans son mémoire technique.

## 3. PILOTAGE ET SUIVI D'EXECUTION DE L'ACCORD-CADRE (POUR TOUS LES LOTS)

Au plus tard un mois après la notification du présent accord cadre, une réunion de lancement est organisée avec le titulaire dans les locaux de l'administration à Paris. Cette réunion a pour objectif d'anticiper et cadrer les problématiques d'organisation et d'exécution (points de contact, mises à disposition étatiques, organisation contractuelle et technique, etc.).

Une présentation de certains organismes et de leur système de management est faite à cette occasion. Le titulaire s'engage à former chaque intervenant à l'environnement de l'organisme avant tout début d'exécution de prestations par l'intervenant.<sup>2</sup> A l'issue de cette réunion de lancement, le titulaire transmet **un compte-rendu** au pilote de l'accord-cadre.

Une réunion annuelle<sup>3</sup> entre les organismes et le titulaire permet d'analyser le déroulement de l'exercice en cours et, le cas échéant, de déclencher les actions correctives nécessaires. À cette occasion, le titulaire fournit **un tableau d'avancement des prestations** : bilan des diagnostics, éléments de mise en œuvre du SMQ, normes concernées, synthèse des non-conformités, risques et opportunités identifiés lors des audits ou diagnostics. A l'issue de chaque réunion annuelle, le titulaire transmet **un compte-rendu** au pilote de l'accord-cadre.

*Note 1. Des correspondants ou experts tant des organismes que du titulaire peuvent être conviés en tant que de besoin à ces réunions.*

Le titulaire réalise un **bilan global de chaque prestation** en fin de contrat.

D'éventuelles réunions complémentaires peuvent avoir lieu au besoin. A l'issue de chaque réunion complémentaire, le titulaire transmet **un compte-rendu** au pilote de l'accord-cadre.

<sup>2</sup> Le besoin d'une réunion de présentation des entités et de leur système de management de la qualité est précisé dans le bon de commande. Cette réunion a pour objectif de permettre au titulaire de former les intervenants aux fonctionnements de l'entité afin d'optimiser le temps d'intervention.

<sup>3</sup> Des réunions complémentaires en cours d'année peuvent être déclenchées par les organismes en cas de besoin avéré.



## 4. EXPRESSION TECHNIQUE DU BESOIN

### 4.1 Prestation A : Réalisation de diagnostics (lots 1 et 2)

Les objectifs sont :

- Evaluer les écarts entre les dispositions existantes adoptées en interne et les exigences du référentiel ou de la norme considéré(e) ;
- Réaliser une cartographie des risques de l'entité ;
- Réaliser une évaluation de la maturité de l'organisme ;
- Etablir un plan d'action pour résorber les écarts détectés et permettre la mise en œuvre des dispositions de maîtrise des risques.

#### 4.1.1 Nature des prestations

Le diagnostic comprend les phases de préparation, d'exécution et de documentation selon les modalités définies par l'administration.

Les diagnostics peuvent être les suivants (liste non exhaustive) :

##### - Diagnostic initial (1A.1)

Ce diagnostic est destiné à évaluer un système de management de la qualité (SMQ) non certifié souhaitant se présenter à une certification initiale. Le diagnostic est établi sur la base des attendus minimum nécessaires pour l'obtention de la certification.

##### - Diagnostic de surveillance (1A.2)

Ce diagnostic est destiné à évaluer un SMQ déjà certifié afin de s'assurer que ce dernier reste pertinent suite à un événement pouvant impacter sa conformité. Compte tenu du niveau de maturité atteint par le SMQ qui peut être supérieur aux exigences d'une certification initiale, le titulaire réalise un diagnostic en tenant compte de ce dernier. Cette évaluation peut être demandée pour de multiples raisons, par exemple :

- intégration d'une nouvelle entité dans le SMQ ;
- évolution normative, légale ou réglementaire ;
- existence d'écarts identifiés ou potentiels au sein du SMQ dont l'importance et l'incidence doivent être déterminées ;
- restructuration de tout ou partie de l'organisme provoquant une déstabilisation du SMQ ;
- modification impactant les ressources humaines.

##### - Diagnostic d'activité (1A.3)

Ce diagnostic est destiné à évaluer une activité ou un processus au sein d'un SMQ certifié ou pas. Au cours du diagnostic d'activité, le titulaire doit, lors de son expertise réalisée sur le(s) site(s) retenu(s) :

- identifier les écarts entre les dispositions existantes de l'activité ou du processus et les exigences de la norme ou du référentiel considéré(e) ;
- identifier les pistes d'amélioration possibles ;
- établir un plan d'actions de résorption des écarts ;
- établir la cotation du SMQ à l'aide du tableau d'évaluation qui sera transmis par l'Administration lors de la réunion de lancement si sa mise en œuvre est jugée nécessaire par le responsable du SMQ.

##### - Diagnostic sur dossier (1A.4)

Ce diagnostic permet d'évaluer ce qu'il est nécessaire de mettre en œuvre pour assister une équipe en charge du SMQ, afin qu'elle puisse traiter des écarts identifiés ou pressentis, améliorer l'existant jugé perfectible. Afin de réaliser l'évaluation, le titulaire effectue une analyse sur pièces et s'appuie sur la connaissance qu'il a du SMQ.

#### 4.1.2 Modalités

Les modalités de réalisation, les délais d'exécution et la description des livrables et des fournitures sont précisés lors de l'émission du besoin et sont rappelés dans le bon de commande.

Les éléments sont transmis par l'administration au plus tard 21 jours calendaires avant le début de la prestation et sont susceptibles de faire l'objet d'une réunion de cadrage avec le prestataire sur sa demande.

Les modalités de réalisation du diagnostic quel qu'il soit sont définies dans chaque bon de commande.

#### 4.1.3 Spécificité du [lot 2](#)

Les intervenants sont habilités « secret ». A ce titre, ils doivent fournir leur habilitation avant tout audit. Aucun document classifié ne sera visible par le titulaire en dehors des zones réservées à cet effet au sein de l'entité audité dans le respect du besoin d'en prendre connaissance, qui serait nécessaire au déroulement de la prestation.

Les livrables ne comportent aucune information classifiée.

## 4.2 Prestation B : Accompagnement, aide à la conception et à la construction du Système de Management de la Qualité (SMQ) ([lots 1 et 2](#))

L'objectif est d'obtenir un SMQ apportant une amélioration du fonctionnement de l'entité et certifiable, c'est-à-dire, permettant à l'entité concernée de s'engager, si elle le souhaite, dans un processus de certification dans les meilleures conditions.

### 4.2.1 Nature des prestations

Il s'agit, à partir des éléments d'un diagnostic, d'élaborer un plan d'action personnalisé pour construire un SMQ adapté aux exigences professionnelles de l'entité.

### 4.2.2 Modalités

Le titulaire propose un soutien différencié, personnalisé et ajusté à l'entité. Pour ce faire, le titulaire doit :

1. Accompagner par des conseils pertinents et des actions adaptées au domaine professionnel de l'entité la construction et la mise en œuvre progressive du SMQ. Cela concerne :
  - a. La conception des processus, la détermination des interactions et la cartographie d'ensemble (1B.1a) ;
  - b. Accompagnement du système documentaire associé à la cartographie des processus et à celle des risques (1B.1b) ;
  - c. La communication interne de la politique qualité et des objectifs associés (1B.1c) ;
  - d. L'appropriation des principes de management de la qualité et notamment celui de l'amélioration continue (1B.1d) ;
  - e. Une proposition de plan de conduite du changement applicable (1B.1e).
2. Favoriser, tout au long des étapes précitées l'appropriation effective de la démarche par les personnels de l'entité (mises en œuvre des pratiques professionnelles définies dans la documentation et des principes de management de la qualité) notamment par des séances de sensibilisation (1B.2).
3. Préparer l'entité à la certification, en ce qui concerne les aspects professionnels de l'audit de certification (1B.3).

Le titulaire contribue à la mise au point des éléments nécessaires à la mise en œuvre du SMQ de l'entité. Il doit réaliser des actions de soutien pour atteindre l'objectif de certification.

Les modalités de réalisation, les délais d'exécution et la description des livrables et des fournitures sont précisés lors de l'émission du besoin et sont rappelés dans le bon de commande.

### 4.2.3 Etat d'avancement

Tout au long de l'accompagnement, le titulaire établit un **document périodique** (période fixée en concertation avec l'entité dans chaque bon de commande) de suivi intégrant :

- un **rapport écrit d'état d'avancement** des travaux de mise à niveau du SMQ exploitant le cas échéant les données du diagnostic initial ;
- un **tableau de bord d'avancement** des travaux s'appuyant sur le ou les référentiel(s) considéré(s).

### 4.2.4 Construction des éléments de pilotage

Lors de la construction du système, le titulaire propose :

- Une cartographie des processus et des risques de l'entité ;

- Un ensemble d'indicateurs évaluant l'efficacité de chacun des processus et de l'ensemble du système.

#### 4.2.5 Actions de soutien à la rédaction documentaire

Tout au long de l'accompagnement, le titulaire contribue à toute action nécessaire à la mise en œuvre et à l'amélioration du SMQ de l'entité.

A cet effet, le titulaire apporte un soutien pour la rédaction du système documentaire nécessaire à la construction d'un système qualité certifiable.

Le soutien à la rédaction documentaire concerne :

- la politique qualité ;
- le descriptif de l'organisation retenue ;
- le document de management de la qualité ;
- les procédures et les modes opératoires ;
- les formulaires d'enregistrement ;
- le descriptif des processus ;
- les documents de communication.

#### 4.2.6 Spécificité du [lot 2](#)

Les intervenants sont habilités « secret ». A ce titre, ils doivent fournir leur habilitation avant tout audit. Aucun document classifié ne sera visible en dehors des zones réservées à cet effet au sein de l'entité audité dans le respect du besoin d'en connaître nécessaire au déroulement de la prestation.

Les livrables ne comportent aucune information classifiée.

### 4.3 Prestation C : Réalisation d'audits (hors audits de certification et d'accréditation) (pour tous les lots)

Les références des prestations d'audit sont :

- pour les [lots 1 et 2](#) : de 1C.1 à 1C.11.
- pour les [lots 3 et 4](#) : 3C.1, 3C.2 et 3C.3.

#### 4.3.1 L'audit interne (première partie)

L'audit interne dit de « première partie » est de deux types :

- L'audit à blanc : effectué dans le respect des dispositions de la norme ou du référentiel considéré(e) en version actualisée (lignes directrices pour l'audit des SMQ et/ou environnemental), il permet au responsable de l'entité d'évaluer l'application et l'efficacité des dispositions « qualité » préconisées lors de la phase d'accompagnement et d'éliminer, si besoin, les dernières non-conformités, qui seraient relevées.

Il est possible de réduire ce type d'audit à une partie de la norme ou des activités.

Le titulaire doit s'assurer qu'aucune non-conformité bloquante pour la certification ne subsiste.

Le titulaire doit également préparer les futurs audits, n'ayant pas nécessairement de vécu en la matière, à acquérir une juste perception d'un audit de certification dans les conditions professionnelles de son déroulement, notamment, dans le cadre de l'échange avec les auditeurs.

- L'audit de conseil : cet audit interne se déroule dans le cadre d'une démarche d'amélioration continue et doit participer au maintien d'une certification ou d'une accréditation.

Le titulaire doit réaliser des audits internes en suivant les documents de management qualité, manuels environnement, santé-sécurité, ... des organismes concernés.

Dans tous les cas, les audits visent à favoriser l'amélioration continue des organismes et doivent contribuer au maintien de ses certifications.

L'audit peut se dérouler sur plusieurs sites : les sites audités sont précisés dans la spécification d'audit ou au moins lors de l'émission du besoin (émission du bon de commande).

L'audit doit se dérouler conformément aux dispositions des chapitres 6.2 à 6.6 de l'ISO 19011 [A5].

Les particularités liées aux organismes sont précisées en annexe du présent document.

Lors de la phase d'exécution, à l'émission du bon de commande par l'administration, une phase préparatoire doit être menée par le titulaire avec l'administration en vue d'établir le plan de l'audit sur la base du cahier des charges du bon de commande fourni par l'administration. Le cahier des charges contient au minimum les objectifs, le périmètre et le calendrier. Ensuite, le titulaire réalise l'audit sur site.

Il commence par une réunion d'ouverture permettant de rappeler les principes de l'audit et son périmètre. Il se termine par une réunion de clôture de l'audit où sont notamment présentés les principaux constats dont - obligatoirement - les non-conformités.

Il rédige **un rapport d'audit provisoire** avec les conclusions, le contexte, le déroulement, le rapport détaillé et les constats (écarts, pistes d'améliorations, risques...) par rapport aux exigences de la norme ou du référentiel associé(e). Le rapport d'audit provisoire est envoyé à l'administration qui effectue les remarques éventuelles. Au retour du rapport annoté, le titulaire rédige le rapport définitif. Le(s) site(s) audité(s) met(tent) à disposition les locaux, et le cas échéant un matériel de projection vidéo pour les réunions prévues. Le titulaire prend en charge tout autre matériel, dont il pourrait avoir besoin pour l'exécution des prestations.

Concernant les délais d'exécution des prestations d'audit, le titulaire doit être en mesure de produire **le plan d'audit provisoire** en 21 jours calendaires maximum à partir de l'émission du besoin. Durant cette période, une phase de mise au point est effectuée avec le titulaire (contexte, environnement de l'audit, dates de l'audit, entités et contacts à solliciter). A l'issue de cette phase de mise au point, **le plan d'audit définitif** est communiqué par le titulaire à l'administration au plus tard 14 jours calendaires avant le début de l'audit.

Les dates de début et de fin de l'audit sont fixées, soit dans les documents contractuels, soit par échanges de courriel entre l'administration et le titulaire.

Le titulaire doit être en mesure de livrer **le rapport d'audit provisoire** 14 jours calendaires maximum à compter du dernier jour de l'audit. Ce rapport provisoire est envoyé à l'administration pour remarques. L'administration dispose de 14 jours calendaires maximum pour retourner le rapport annoté des remarques éventuelles.

Le titulaire doit être en mesure de livrer **le rapport d'audit définitif** 7 jours calendaires maximum à compter de la transmission par l'administration de ses remarques sur le rapport provisoire.

#### 4.3.2 L'audit fournisseur (seconde partie)

L'audit seconde partie est réalisé chez des fournisseurs du ministère des Armées et des anciens combattants soit de manière systématique, soit après la constatation de dérives non corrigées.

Lors de la notification d'un marché à un fournisseur, l'acheteur peut, selon sa criticité et l'importance des livrables associés, décider d'engager une démarche destinée à assurer la qualité des fournitures (AQF). Parmi les outils disponibles, l'administration peut s'appuyer sur l'audit de seconde partie réalisé par ses soins ou confié au titulaire de cet accord-cadre.

Le titulaire doit réaliser les audits seconde partie en deux phases : préparation et réalisation. La phase préparatoire consiste à étudier le dossier de contexte fourni par l'administration (fournisseur, livrables, dossier du marché éventuellement, audit de précaution ou suite à des dérives constatées, ...) et à déterminer les conditions de réalisation de l'audit (niveau de qualifications de l'auditeur, questionnaire, modalités d'exécution). Si le mandat est validé par l'administration, le titulaire réalise l'audit chez le fournisseur et rédige un rapport d'audit avec les conclusions, le contexte, le déroulement, le rapport détaillé et les constats (écarts, pistes d'améliorations, risques) par rapport aux exigences du marché et des documents d'organisation du fournisseur relatifs à la prestation.

#### 4.3.3 Spécificités des [lots 3 et 4](#)

Dans le cas des accréditations 17025, l'expression technique s'appuie également sur les exigences des documents COFRAC (LAB REF 02, LAB REF 08, LAB REF 10 et GEN REF 11) et toute autre norme applicable au domaine technique. Deux types d'audits internes peuvent être menés par le titulaire :

- des audits du système de management de la qualité ;
- des audits techniques des laboratoires.

Les domaines techniques d'accréditation 17025 à couvrir sont mentionnés en annexe 2 du présent document.

Pour le [lot 4](#), des domaines techniques nécessitant une habilitation « secret » sont susceptibles d'être ajoutés dans les bons de commande.

## **5 PROFILS DES INTERVENANTS POUR TOUS LES LOTS**

Les dénominations sont génériques mais correspondent à un niveau de qualification différencié.

En outre, les intervenants doivent avoir :

- une connaissance du ministère des Armées et des anciens combattants ;
- une expérience avérée du type de prestation commandée : diagnostic, accompagnement, audit à blanc ;

### **5.1 Consultant junior**

Sous l'autorité du directeur de mission/senior manager ou d'un chef de projet/manager ou d'un consultant senior, il réalise les missions qui lui sont confiées et participe activement aux phases de recommandations.

De formation grande école, Bac+5 minimum ou équivalent, il justifie de 1 à 3 ans d'expérience (hors stage et alternance pour tous) en rapport avec l'objet du présent accord-cadre.

### **5.2 Consultant sénior**

Sous l'autorité du chef de projet, il doit prendre des initiatives et assumer des responsabilités. Il est à même d'être l'interlocuteur privilégié de l'administration et de diriger une petite équipe.

Il justifie de 3 à 5 ans d'expérience professionnelle en rapport avec l'objet du présent accord-cadre.

### **5.3 Chef de projet / Manager**

Sous l'autorité du directeur de mission, il est à-même :

- d'être l'interlocuteur opérationnel du client, de piloter le projet,
- de diriger une équipe de plusieurs consultants.

Il justifie de 5 à 8 ans d'expérience professionnelle en rapport avec l'objet du présent accord-cadre.

### **5.4 Directeur de mission / Senior Manager**

Il dirige des missions dans ses domaines de compétences en s'appuyant sur une connaissance stratégique de l'accompagnement à la certification et accréditation.

Il justifie de plus de 11 ans d'expérience. Il dispose d'un domaine d'excellence reconnue et valorisable et d'une connaissance de l'accompagnement à la certification et accréditation reconnue.

### **5.5 Expert**

Il intervient en appui ponctuel en tant qu'expert sur un domaine spécifique.

Il justifie de 8 à 11 ans d'expérience professionnelle en rapport avec l'objet du présent accord-cadre.

### **5.6 Auditeur**

L'auditeur doit avoir une qualification adéquate de type IRCA ou équivalent pour la norme ISO 9001 et une formation qualifiante ISO 14001 et 45001 à minima.

De plus, il doit pouvoir justifier d'une expérience significative dans le domaine audité, en vue de mener à la fois des audits de conformité, des audits techniques et des audits de mesure de l'efficacité du système de management, selon le référentiel considéré.

## 5.7 Auditeur technique

Pour les audits autres que ceux relatifs aux accréditations 17025, l'auditeur technique doit avoir une qualification adéquate.

De plus, il doit pouvoir justifier d'une expérience significative dans le domaine audité, en vue de mener à la fois des audits de conformité, des audits techniques et des audits de mesure de l'efficacité du système de management, selon le référentiel considéré.

Pour les audits relatifs aux accréditations 17025, l'auditeur technique doit pouvoir démontrer :

- une compétence technique dans le domaine audité, acquise au cours d'une formation supérieure ou justifier d'une expérience professionnelle dans le domaine,
- avoir suivi une formation sur les exigences 17025 et le référentiel COFRAC,
- avoir audité au moins une fois au cours des 2 dernières années un laboratoire accrédité selon la norme NF en ISO/IEC 17025.

Les auditeurs des domaines techniques (responsable d'évaluation, expert, auditeur technique) doivent pouvoir démontrer leur compétence technique dans le domaine audité au travers de preuves officielles de qualification/certification.

## 5.8 Spécificité pour les lots 2 et 4

Pour le lot 2 et les domaines techniques nécessitant une habilitation « secret » du lot 4, tous les intervenants proposés pour un audit doivent être habilités « secret » dès la phase préparatoire de l'audit.

# 6 EXIGENCES DE MANAGEMENT ET D'ASSURANCE QUALITE

Les exigences managériales et d'assurance qualité sont définies ci-dessous et complétées dans les annexes.

Exigence MQ 1 Le titulaire doit avertir le ministère des Armées et des anciens combattants dès qu'il identifie un risque critique, en précisant les impacts de la réalisation de l'événement sous-jacent, et l'action de maîtrise qu'il prévoit d'entreprendre.

## 6.1 Réunions

A titre d'information, voici les tâches qui peuvent être demandées au titulaire :

Phase	Contenu (à la charge du titulaire)	Livrable (LV) et Délais maximum de remise en jours calendaires
Préparation	Ordre du jour comprenant les points à aborder.  Le rapport d'avancement constitué : <ul style="list-style-type: none"><li>- du plan d'actions,</li><li>- des fiches de difficultés,</li><li>- des propositions d'actions,</li><li>- des risques identifiés,</li><li>- du planning mis à jour,</li><li>- des indicateurs éventuels,</li><li>- du support numérique de la présentation au format Pack-Office</li></ul>	LV 1 : Ordre du jour  Au plus tard 7 jours calendaires avant la tenue de la réunion
Réalisation	Animation à la charge du titulaire  Points abordés :	LV 2 : PV simplifié ou minute signé en séance par le chef de projet

Phase	Contenu (à la charge du titulaire)	Livrable (LV) et Délais maximum de remise en jours calendaires
	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Plan d'actions,</li> <li>- Présentation des écarts majeurs identifiés depuis la dernière réunion,</li> <li>- Difficultés rencontrées lors de l'exercice et actions de résorptions entreprises,</li> <li>- Difficultés pressenties,</li> <li>- Analyse de risques mis à jour,</li> <li>- Orientations envisageables.</li> </ul> <p>Rédaction d'un PV simplifié en séance par le titulaire</p>	
Finalisation	<p>Projet de compte-rendu (CR) de réunion par le titulaire</p> <p>Compte-rendu définitif par le titulaire</p> <hr/> <p>Nota : Phase finalisation réalisée uniquement sur demande du chef de projet de l'administration.</p>	<p>LV 3 : CR Projet 7 jours calendaires maximum après la tenue de la réunion</p> <p>LV 4 : CR Définitif 7 jours calendaires maximum après réception de la version projet validée par l'administration</p>

## 6.2 Transfert de responsabilité

Exigence MQ 2 Les actions liées à l'AQF ne peuvent en aucun cas conduire à un transfert de responsabilités du titulaire vers le ministère des Armées et des anciens combattants.

## Annexe 1 : DGA

### A1- DOCUMENTS DE REFERENCE, DOCUMENTS APPLICABLES

Les versions retenues sont celles en vigueur au moment de la prestation.

#### Documents de référence

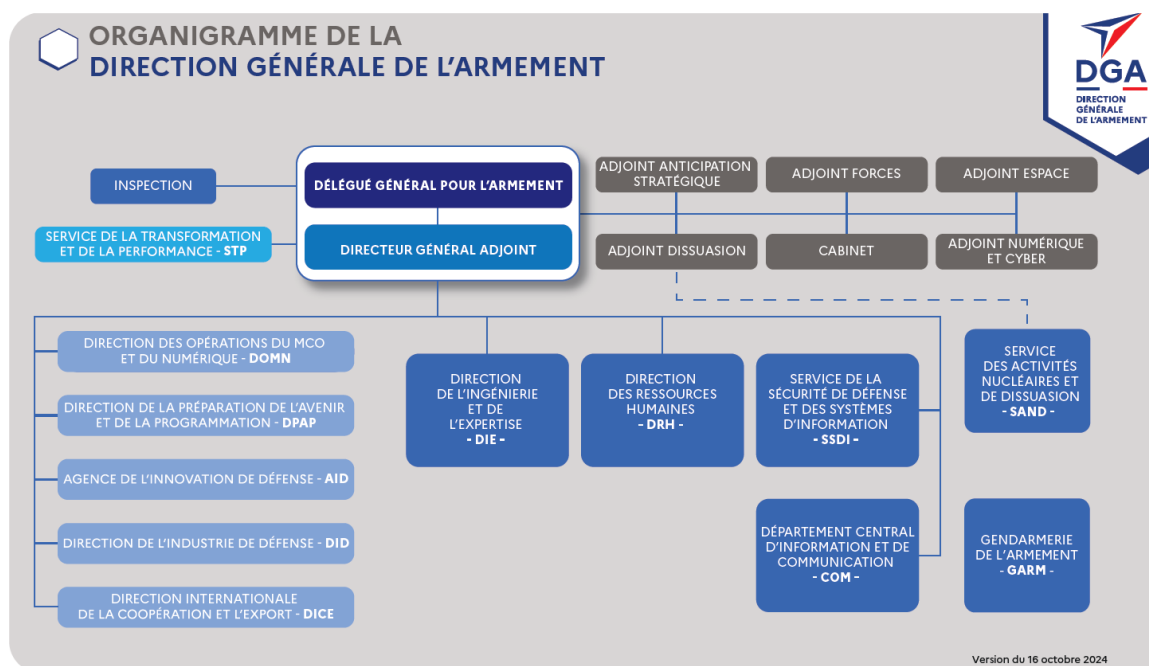
Les documents suivants sont fournis avec le présent CCTPC :

- [R1] Procédure DFD 502, audits qualité interne
- [R2] Formulaire DFD 505, dossier justificatif de qualification d'un auditeur
- [R3] Instruction DGA 001, manuel qualité de la DGA

### A2- PERIMETRE GEOGRAPHIQUE

Le cas échéant, les prestations peuvent nécessiter des déplacements en province, notamment pour les centres de la DIE (Direction de l'Ingénierie et de l'Expertise) et DGA IS (Information Stratégique).

Les directions de la DGA, situées à Balard et à Arcueil, figurent ci-après :



DGA IS est localisé à Angoulême.

Les centres de la DIE sont présentés ci-après.

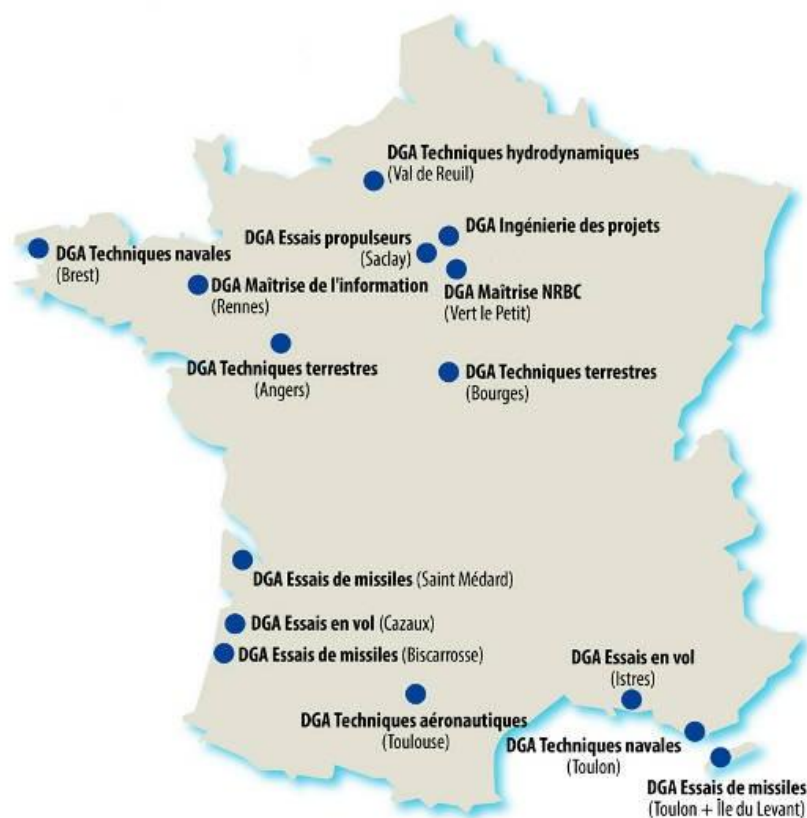


## LES CENTRES DE LA DIE DE LA DGA

L'ensemble de la DGA est certifié selon le référentiel ISO 9001 version 2015 au titre d'une certification globale.

En ce qui concerne les référentiels ISO 14001 et ISO 45001, seuls les centres et laboratoires de la DGA sont certifiés localement.

Les centres d'expertise et d'essais de la DGA susceptibles de faire l'objet d'audit dans le cadre du présent contrat figurent ci-dessous :



Les périmètres de certifications des centres sont présentés ci-dessous.

### DGA Essais de Missiles

#### **Présentation du centre**

DGA Essais de Missiles réalise des essais de systèmes d'armes dans des milieux sécurisés et sauvegardés et met en œuvre des moyens de mesures de haute technicité. DGA essais de missiles est un centre multi-localisé à Biscarrosse (40), à Toulon (83) et à Saint Médard en Jalles (33).

Ses principales missions consistent à effectuer des tirs et des essais en vol de missiles stratégiques, des tirs et des essais pour les systèmes d'armes en milieux aérien, terrestre, marin et sous-marin, avec mise en situation instrumentée d'engins (missiles, torpilles, drones, ...) : mise au point, levée de risques, qualification et essais technico-opérationnels.

Le centre permet également l'entraînement des forces armées (Terre - Air - Mer) avec mise en œuvre des systèmes d'armes et tir réel de missiles sur cibles dans un environnement sécurisé, réaliste ou simulé.

Il met en œuvre des moyens spécifiques liés à l'environnement géographique :

- le site Landes, avec ses stations de mesures qui couvrent la façade Atlantique, complété par le bâtiment d'essais et de mesures MONGE permet d'exécuter des essais en vol de missiles balistiques à longue portée.

Il dispose également de deux rails d'essais en simulation dynamique ;

- le site Méditerranée avec sa base principale sur l'île du Levant offre la possibilité d'exécuter des essais en milieu sous-marin de faible à grande profondeur et des activités de simulation de guerre électronique.
- le site Gironde rassemble l'expertise et les moyens d'essais au sol de la DGA en matière de propulsion à propergol solide des missiles.

Il procède aux essais et expertises associées de propulseurs des missiles stratégiques et tactiques, au sol et en vol simulé, pour des études amont, des développements ou lors de tests de maintien en conditions opérationnelles.

Le centre réalise également les essais et expertises dans le domaine de la sécurisation des propulseurs et missiles tactiques. Il réalise aussi des tests d'embarquabilité de ces munitions.

### **Certifications**

- ISO 9001 : le centre est certifié au titre de la certification globale de la DGA.
- ISO 14001 : certifié en multi-sites pour le périmètre essais en vol de missiles, essais de systèmes d'armes en milieux aérien, terrestre, marin et sous-marin, entraînement des forces armées et conception, réalisation et exploitation d'essai au sol ou en vol simulé de système pyrotechniques, de propulseurs et de missiles de la phase de conception à la phase de retrait y compris pour la sécurisation et le vieillissement. Réalisation d'études ou d'expertises dans les domaines ci-dessus. Responsabilité de la sécurité pyrotechnique des installations mises à disposition des industriels travaillant sur le site d'achèvement, y compris à l'égard des spécimens présents dans les ateliers et les lieux de stockage.

## **DGA Essais en Vol**

### **Présentation du centre**

DGA Essais en Vol, implanté sur les sites d'Istres et Cazaux, assure :

- la réalisation d'expertises techniques et d'essais en vol en matière :
  - d'aéronefs à usage militaire et de systèmes d'armes à base d'aéronefs ;
  - de propulseurs, d'équipements aéronautiques et d'armements aéroportés ;
  - de matériels aériens à usage civil ;
  - de parachutage de personnels ;
- la réception en vol des aéronefs de l'Etat ;
- le contrôle de la circulation aérienne d'essais et de réception ;
- des prestations d'expertises nécessaires à l'exploitation des incidents ou accidents aériens ;
- la formation des personnels à la préparation, la conduite, l'exécution et l'exploitation des essais en vol ainsi que la délivrance et le renouvellement des titres aéronautiques correspondants ;
- la gestion et la supervision de l'entraînement aérien des personnels navigants des corps techniques de la DGA, ainsi que la délivrance et le renouvellement des titres aéronautiques correspondants.

### **Certifications**

- ISO 9001 : le centre est certifié au titre de la certification globale de la DGA.
- ISO 14001 : certifié depuis le 30/07/2009 pour les activités d'ingénierie d'essais, réalisation, installation d'essais et de mesures à bord d'aéronefs, mise en œuvre et maintenance d'aéronefs, réalisation des vols, exploitation des mesures effectuées et rédaction de rapports d'essais, le périmètre de la certification intègre également le centre de formation EPNER (Ecole de formation du Personnel Navigant d'Essais et de Réception).

## **DGA Essais Propulseurs**

### **Présentation du centre**

DGA Essais Propulseurs est implanté sur le site de Saclay (91).

Il a pour mission la conception et réalisation d'essais en conditions de vol simulées de moteurs aérobies aéronautiques, de leurs composants, de leurs ensembles et sous-ensembles et des équipements associés.

La réalisation d'essais en vol simulé de moteurs permet :

- d'étudier sans risque des phases de fonctionnement dangereuses en vol et de sécuriser ainsi le premier vol d'un aéronef,
- d'évaluer et de valider de nouvelles technologies,
- de répondre rapidement pour des essais complémentaires sur moteur suite à incident ou accident d'aéronefs militaires en opérations,
- de contribuer à la maîtrise des coûts de maintien en condition opérationnelle en réalisant des essais de vieillissement accéléré.

### **Certifications**

- ISO 9001 : le centre est certifié au titre de la certification globale de la DGA.
- ISO 14001 : Certificat pour le périmètre suivant :
  - Conception et réalisation d'essais, en conditions "vol simulé" ou "sol", des moteurs aéronautiques et de leurs composants, ainsi que d'ensembles ou de sous-ensembles aéronautiques, à destination civile ou militaire.
  - Conception et réalisation d'investigations sur matériels et produits aéronautiques suite à incidents ou accidents aériens.

### **DGA Ingénierie des Projets**

#### **Présentation du centre**

DGA Ingénierie des Projets est implanté sur le site de Balard. DGA Ingénierie des projets concentre les compétences et les moyens de la DGA pour assurer l'expertise technique des programmes d'armement.

Les missions de DGA Ingénierie des Projets, dans le cadre des orientations définies par la DIE, sont :

- d'assurer la mise en place au sein des équipes pluridisciplinaires de direction de programme (EPDP) de la direction des opérations (DO) des architectes et des experts techniques nécessaires à la conduite technique des projets ;
- d'animer au profit de l'ensemble des personnels de la DIE en EPDP, le maintien et le développement des méthodes et compétences techniques ;
- de réaliser des prestations d'ingénierie et d'expertise technique au profit des différentes directions de la DGA, notamment les structures de soutien pour la conduite des opérations de maintien en condition opérationnel (MCO) des armées ;
- de contribuer, au profit du service technique, au pilotage et à l'animation des pôles techniques ainsi qu'à l'exercice de l'autorité technique.

Le domaine d'intervention du centre s'étend à l'ensemble des 11 pôles techniques de la DGA.

### **Certifications**

- ISO 9001 : le centre est certifié au titre de la certification globale de la DGA.

### **DGA Maîtrise de l'Information**

#### **Présentation du centre**

DGA Maîtrise de l'Information est implanté sur le site de Bruz (35). Il est l'expert technique du ministère des armées et des anciens combattants pour la maîtrise de l'information, la guerre électronique et les missiles tactiques et stratégiques.

A ce titre, le centre apporte ses compétences pour maîtriser les risques techniques des programmes d'armement depuis la spécification technique du besoin jusqu'à la validation des performances réelles et l'assistance au déploiement opérationnel. Il assure également un soutien direct aux forces et à l'exportation des systèmes de défense.

DGA Maîtrise de l'Information met en œuvre les compétences dans les domaines de la maîtrise de l'information, de la guerre électronique et des missiles tactiques et stratégiques ; il intervient sur tout type de systèmes (terrestre, naval, aérien, spatial), apportant son expertise technique depuis le composant électronique jusqu'aux "systèmes de systèmes".

### **Certifications**

- ISO 9001 : le centre est certifié au titre de la certification globale de la DGA.
- ISO 14001 : certifié depuis le 31/10/2008 pour le périmètre du site de DGA MI.
- ISO 45001 : certifié depuis le septembre 2020 pour l'ensemble des activités de DGA MI et son personnel.

### **DGA Maîtrise Nucléaire, Radiologique, Biologique, Chimique**

#### **Présentation du centre**

DGA Maîtrise NRBC est implanté sur le site de Vert Le Petit (91). Sa mission principale est d'apporter aux services du ministère des armées et des anciens combattants et aux instances nationales et internationales l'expertise dans les domaines d'activités suivants :

- évaluation des risques biologiques et chimiques,
- étude et évaluation des performances des systèmes de défense en matière de détection, de protection biologique et chimique, étude et évaluation des performances des systèmes de décontamination biologique, chimique et radiologique,
- vulnérabilité et durcissement des systèmes de défense vis-à-vis d'agressions biologiques et chimiques ; destruction des armes chimiques anciennes,
- traités de non-prolifération des armes biologiques et chimiques,
- sécurité de la Nation et plans nationaux de lutte contre le terrorisme biologique et chimique.

### **Certifications**

- ISO 9001 : le centre est certifié au titre de la certification globale de la DGA.
- ISO 14001 : première approbation le 19 septembre 2005 ; le système de management environnemental concerne la conception et la réalisation de prestations d'expertises, d'évaluations et d'essais dans le domaine de la protection contre les menaces biologiques et chimiques.
- ISO 45001 : certifié depuis 2020 ; le système de management de la santé et de la sécurité au travail concerne la conception et la réalisation de prestations d'expertises, d'évaluations et d'essais dans le domaine de la protection contre les menaces biologiques et chimiques.

### **DGA Techniques Aéronautiques**

#### **Présentation du centre**

DGA Techniques Aéronautiques est le principal centre européen en matière d'essais au sol et d'évaluation des aéronefs militaires et civils. Il est réparti sur trois sites : Balma (Ex-CEAT) - Toulouse (Ex-base de Toulouse du CEV et sa zone de Fonsorbes) - Odeillo (Ex-site du Centre d'Expertise Parisien, CEP).

DGA Techniques Aéronautiques :

- réalise des prestations d'essais, d'évaluation et d'expertises techniques pour satisfaire les besoins des programmes d'armement au cours des différentes phases de leur déroulement (préparation, réalisation et suivi en exploitation),
- participe à la certification des programmes aéronautiques militaires et civils,
- conduit des investigations suite à des incidents et accidents au profit du BEA et du BEAD (bureau enquête accident défense).

### **Certifications**

- ISO 9001 : le centre est certifié au titre de la certification globale de la DGA.
- ISO 14001 : le centre est certifié depuis le 20/04/2006 pour le périmètre suivant : réalisation d'essais au sol et d'expertises techniques pour l'évaluation des performances ou le développement d'aéronefs militaires et civils ; entretien et mise à disposition de la zone de largage de Fonsorbes.

### **DGA Techniques Hydrodynamiques**

### **Présentation du centre**

Situé à Val de Reuil (27), DGA Techniques Hydrodynamiques est spécialisé dans les études en matière d'hydrodynamique, d'hydroacoustique navale, de comportement des structures des navires soumis aux sollicitations de la houle et d'évaluation des trajectoires sous-marines. Ses prestations mettent en œuvre des outils de simulation numérique et des moyens d'expérimentation sur modèles réduits en bassins et tunnels hydrodynamiques.

DGA Techniques Hydrodynamiques intervient à différentes étapes de la vie d'un programme :

- préparation de l'avenir : études amont, recherches et développements exploratoires en hydrodynamique, hydroacoustique et intégrité des structures de bâtiments de surface ;
- aide à la conception de plates-formes propulsées : réalisation d'études (optimisation de la conception) et essais (qualification de la conception), assistance et conseil au profit des managers et architectes navals ;
- conception numérique de propulseur de sous-marins et bâtiments de surface et essais de qualification de la conception ;
- expertise au profit de l'autorité technique « navale » ;
- exécution et interprétation d'essais de recette (essais à la mer) ;
- soutien aux programmes « export » ;
- assistance au service de soutien de la flotte (Marine nationale).

### **Certifications**

- ISO 9001 : le centre est certifié au titre de la certification globale de la DGA.
- ISO 14001 : le centre est certifié pour les prestations en hydrodynamique, hydroacoustique et interactions fluide –structure.

## **DGA Techniques Navales**

### **Présentation du centre**

DGA Techniques Navales est implanté sur les sites de Toulon (Mourillon, Pipady), de Castellane (Castillon), de Saint-Mandrier (SESDA, Canier), de Solliès Toucas (Tourris), de Saint Jean Cap Ferrat et de Brest (Quéliverzan, Lanvéoc).

DGA Techniques Navales est l'expert référent de la DGA pour le domaine naval de défense. Il dispose d'un savoir-faire national reconnu et constitue un partenaire européen majeur pour l'expertise et les essais sur les systèmes navals.

DGA Techniques Navales a pour mission principale d'apporter, aux unités de management de la DGA et au service de soutien de la flotte (SSF), l'expertise étatique dans les domaines techniques suivants :

- spécifications et expertise de :
  - plates-formes navales de surface et sous-marines (dont intégration des armes),
  - systèmes de combat navals,
  - liaison de données tactiques, télécommunication et aides au commandement,
  - drones sous-marins et de surface,
  - sciences de l'homme,
- interopérabilité navale,
- mesure et analyse des signatures acoustiques et électromagnétiques des navires de surface et des sous-marins,
- guerre des mines,
- robotique navale, communications acoustiques sous-marines et électromagnétisme du navire.

DGA Techniques Navales dispose de moyens d'étude et de simulation performants et d'un ensemble de moyens d'essais à terre et en mer uniques en Europe.

### **Certifications**

- ISO 9001 : le centre est certifié au titre de la certification globale de la DGA.
- ISO 14001 : certification combinée renouvelée en juillet 2015 pour le périmètre : études expertises essais et évaluations dans le domaine naval.
- ISO 45001 : certifié depuis novembre 2020.

## **DGA Techniques Terrestres**

### Présentation du centre

La mission de DGA Techniques Terrestres, est d'apporter son expertise (contribution à la maîtrise du risque technique, capacités d'ingénierie des systèmes et des systèmes de systèmes) et sa capacité en moyens d'essais au profit de clients DGA et externes à la DGA.

DGA Techniques Terrestres réalise des prestations dans le domaine des systèmes terrestres :

- architecture, ingénierie des systèmes, simulation ;
- expertises techniques et intégration des systèmes ;
- essais et évaluations des différents systèmes.

Pour ce faire, le centre :

- évalue et caractérise les menaces futures ;
- contribue à des études technico opérationnelles ;
- évalue la capacité des nouvelles technologies à satisfaire des besoins opérationnels en proposant des études amont, puis en évaluant les performances de démonstrateurs réalisés par l'industrie ;
- effectue l'ingénierie d'évaluation des futurs systèmes en définissant les capacités qui seront nécessaires pour évaluer les performances des systèmes terrestres et munitions futures, en associant les outils de simulation et les moyens d'essais ;
- connaît les nouvelles menaces et en particulier les engins explosifs improvisés en caractérisant des nouveaux engins en termes de fonctionnement et de performance ;
- évalue les véhicules face à ces nouvelles menaces en réalisant des essais pour évaluer la survivabilité des équipages et définir les solutions de protection adaptées ;
- met en place les moyens techniques pour répondre aux besoins grâce à des positions d'essais instrumentées ainsi qu'à des moyens de mesures spécifiques et des outils de simulations ;
- conduit les activités d'architecture des systèmes terrestres et de la composante terrestre des systèmes de systèmes en analysant le besoin, en le traduisant en spécifications techniques, en modélisant et en optimisant les architectures, en maîtrisant les interfaces internes et externes de la qualification et des évolutions ;
- développe et met en œuvre les méthodes et les outils d'ingénierie système ;
- développe et coordonne les moyens de simulation et d'expérimentation avec les partenaires en lien avec le laboratoire technico opérationnel (LTO).

DGA TT se compose de 2 sites :

- 1 site situé à Bourges pour les activités d'essais liées aux armes et aux munitions ;
- 1 site situé à Angers pour les activités d'essais liées aux véhicules (essais de mobilité, essais en environnement).

### Certifications

- ISO 9001 : le centre est certifié au titre de la certification globale de la DGA.
- ISO 14001 : le centre est certifié depuis janvier 2004 pour le site de Bourges et depuis 2025 le site d'Angers.
- ISO 45001 : le centre de Bourges et d'Angers sont certifiés.
- ISO 17025 : le centre de Bourges est accrédité pour ses laboratoires d'étalonnage et son laboratoire d'essais « Comportement Global des Véhicules » (Angers - depuis 2002).

## A3- EXIGENCES DE REALISATIONS DES AUDITS

Les types d'audits sont définis comme suit :

Type	Définition
1	Audits du système de management de la qualité (SMQ) ISO 9001 [A1]
2	Audits du système de management environnemental ISO 14001 [A2]
3	Audits du système de management de la santé et de la sécurité au travail ISO 45001 [A3]

4	Audits du système de management de la sécurité de l'information ISO 27001 [A4]
5	Audits du système de management intégré qualité, sécurité et environnement (QSE) selon les normes ISO 9001, ISO 14001, ISO 45001
6	Audits combinés suivants deux normes (exemple : ISO 9001/14001 ou 9001/45001 ou 9001/27001, ISO 14001/45001 ...)

De façon générale, les audits sont classés en deux catégories précisées dans la spécification d'audit [R4] (partie 2 : « Spécification(s) de l'audit ») : Voir § 4.3 de l'accord-cadre [A6]

- audit à blanc ;
- audit de conseil.

L'audit peut se dérouler sur plusieurs sites : les sites audités sont précisés dans la spécification d'audit ou au moins lors de l'émission du besoin (émission du bon de commande).

L'audit doit prendre en compte la description en vigueur des domaines de performances et des systèmes de management de la DGA au moment de la réalisation de l'audit tels que décrits dans le Manuel Qualité [R5].

L'audit doit se dérouler conformément aux dispositions des chapitres 6.2 à 6.6 de l'ISO 19011 [A5] et aux dispositions internes [R1] à [R4].

## **A4- EXIGENCES CONCERNANT LES AUDITEURS**

Les auditeurs des systèmes de management doivent respecter les critères de la procédure DFD n°502 [R1] ainsi que les §7.1 à 7.4 de l'ISO 19011 [A5].

## **A5- PREPARATION, REDACTION, EVALUATION (LIVRABLES)**

### **Préparation**

La planification initiale et les spécifications d'audits sont produites par l'entité auditée et sont envoyées dès l'émission du besoin (bon de commande) au titulaire sous forme électronique au format Word ou PDF. Un correspondant de l'entité est désigné à cette occasion.

En retour, le titulaire propose un plan d'audit à l'entité concernée. Ce plan est finalisé entre le titulaire et le correspondant désigné par l'entité.

Le plan d'audit est délivré conformément au chapitre 6.4 de l'ISO 19011 [A5], sous forme électronique au format Word.

Si besoin, le titulaire prend connaissance de la documentation utile avant la réalisation de l'audit sur site.

Les documents classifiés sont accessibles seulement dans les locaux adéquates de l'audité dans le respect du besoin d'en connaître nécessaire au déroulement de l'audit.

### **Rédaction du rapport d'audit**

Le rapport d'audit détaillé, basé sur le modèle en annexe de DFD n° 502 [R1], est délivré sous forme électronique au format Word.

Les rapports d'audit ne seront pas classifiés et à ce titre ne devront pas comporter d'éléments classifiés.

### **Évaluation de la satisfaction des prestations d'audits internes**

Si une entité auditée n'est pas satisfaite de la qualité des prestations réalisées, elle peut demander au titulaire de procéder à un changement d'auditeur en prévision des audits suivants.

Le titulaire dispose alors de 14 jours calendaires pour proposer à l'entité auditée un autre intervenant.

## **Annexe 2 : Domaines techniques : lot 3**

[illegible]



Domaine essai	DGA EM Land e	DGA EM Méd	DGA EM Giron de	DGA EP	DGA MI	DGA EV Caza ux	DGA EV Istres	DG A NR BC	DGA TA	DGA TH	DGA TN	DGA TT Bourge s	DGA TT Ange rs
Protection du combattant débarqué selon STANAG 2920,+ AEP 55 • Protection balistique												X	
Aéronautiques et équipements : • Essais mécanique et structure (type statique et dynamique) • Essais d'inflammabilité • Essais sur des système aérothermodynamique • Essais de compatibilité électromagnétique, décharges électrostatique et foudre						X	X		X				
Essais de caractérisation optronique Pression et vide						X	X						
Pyrotechnie						X	X						
Investigation criminelle et militaire (armes chimiques) : Détection de l'élément arsenic (As) dans les matrices liquides aqueuses et identification des composés chimiques inclus dans les listes I, II et III du texte de la « convention sur l'interdiction de la mise au point, de la fabrication, du stockage et de l'emploi des armes chimiques et sur leur								X					

Domaine essai	DGA EM Land e	DGA EM Méd	DGA EM Giron de	DGA EP	DGA MI	DGA EV Caza ux	DGA EV Istres	DG A NR BC	DGA TA	DGA TH	DGA TN	DGA TT Bourge s	DGA TT Ange rs
destruction » contenus dans diverses matrices : solides, liquides et gazeuses) » et référencer la portée d'accréditation : 1-0941 disponible sur <a href="http://www.cofrac.fr">www.cofrac.fr</a>													
Investigation criminelle et militaire (armes biologiques) : Analyses microbiologiques par extraction/purification d'acides nucléiques et PCR multiplexe nichée avec analyse des courbes de fusion à haute résolution (automatisée) dans des matrices liquides								X					

Domaine étalonnage	DGA EM Land e	DGA EM Méd	DGA EM Gironde	DGA EP	DGA MI	DGA EV Cazau x	DGA EV Istres	DGA NRBC	DGA TA	DGA TH	DGA TN	DGA TT Bourges	DGA TT Angers
Electricité magnétisme				X	X							X	
Temps Fréquence					X							X	
Dimensionnel												X	

Domaine étalonnage	DGA EM Land e	DGA EM Méd	DGA EM Gironde	DGA EP	DGA MI	DGA EV Cazau x	DGA EV Istres	DGA NRBC	DGA TA	DGA TH	DGA TN	DGA TT Bourges	DGA TT Angers
Force, masse, couple			X	X								X	
Accélération											X	X	
Température				X								X	
Hygrométrie				X	X							X	
Pression			X	X								X	
Radiométrie, Photométrie, Pyrométrie												X	
Débit liquide				X									

## Domaines techniques : lot 4

Domaine essai	DGA EM Land e	DGA EM Méd	DGA EM Giron de	DGA EP	DGA MI	DGA EV Caza ux	DGA EV Istres	DG A NR BC	DGA TA	DGA TH	DGA TN	DGA TT Bourge s	DGA TT Ange rs
<b>Environnement climatique :</b> chaud, froid, brouillard salin, chaleur humide, sable et poussière, étanchéité à la pluie													X
<b>Investigation criminelle et militaire (armes chimiques) :</b> Détection de l'élément arsenic (As) dans les matrices liquides aqueuses et identification des composés chimiques inclus dans les listes I, II et III du texte de la « convention sur l'interdiction de la mise au point, de la fabrication, du stockage et de l'emploi des armes chimiques et sur leur destruction » contenus dans diverses matrices : solides, liquides et gazeuses) » et référencer la portée d'accréditation : 1-0941 disponible sur <a href="http://www.cofrac.fr">www.cofrac.fr</a>								X					
<b>Investigation criminelle et militaire (armes biologiques) :</b> Analyses microbiologiques par extraction/purification d'acides nucléiques et PCR multiplexe nichée avec analyse des								X					

Domaine essai	DGA EM Land e	DGA EM Méd	DGA EM Giron de	DGA EP	DGA MI	DGA EV Caza ux	DGA EV Istres	DG A NR BC	DGA TA	DGA TH	DGA TN	DGA TT Bourge s	DGA TT Ange rs
courbes de fusion à haute résolution (automatisée) dans des matrices liquides													
<b>Comportement Global du Véhicule :</b> Essais dynamiques des véhicules routiers Caractéristiques dimensionnelles Géométrie des trains Détermination du centre de gravité en x, y et z Freinage d'urgence en ligne droite, freinage de service, freinage en courbe, freinage type 0, freinage type 1 Vitesse maximale Stabilité statique transversale Virage établi Evitement-rabattement Analyse multicritères, Essais statiques et de sécurité passive Pesées													X
<b>Protection du combattant embarqué selon STANAG 4569 + AEP 55</b>												X	

Domaine essai	DGA EM Land e	DGA EM Méd	DGA EM Giron de	DGA EP	DGA MI	DGA EV Caza ux	DGA EV Istres	DG A NR BC	DGA TA	DGA TH	DGA TN	DGA TT Bourge s	DGA TT Ange rs
<ul style="list-style-type: none"> <li>• Métrologie des mannequins anthropomorphiques type crash-test</li> <li>• Pyrotechnie</li> <li>• Géotechnie</li> </ul>													